

WWW.

ONE.

ORG/

DATA/

FR



FRANCE



APD
GLOBALE
EN 2010¹¹

8,64Md€
(11,44 Md\$)

% RNB

0,44%

APD ACCORDÉE
À L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
EN 2010

3,18Md€
(4,21 Md\$)

% DES
ENGAGEMENTS
DE HAUSSE
ATTEINTS EN 2010

45%

OBJECTIF
GLOBAL 2015

15,15Md€
(20,06 Md\$)

OBJECTIF
AFRIQUE 2015

7,18Md€
(9,51 Md\$)

ENGAGEMENTS CLÉS 2010-15

■ APD

Atteindre 0,51 % APD/RNB d'ici à 2010 ; 0,7 % APD/RNB d'ici à 2015 ;
50% de l'augmentation APD à accorder à l'Afrique (2004-15, engagement européen)

■ AGRICULTURE

1,61 milliards d'euros (2,16 milliards de dollars) accordés à l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire, dont 275 millions d'euros (365 millions de dollars) en fonds supplémentaires (2009-2011)

■ SANTÉ

755 millions d'euros (1 milliard de dollars) chaque année accordés au secteur de la santé en Afrique ;
500 millions d'euros pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (2011-2015)

■ CLIMAT

1,26 milliard d'euros (1,75 milliard de dollars) accordés aux financements précoces (Fast Start Finance)

■ FINANCIERS

10 milliards d'euros (14,42 milliards de dollars) accordés à l'Afrique subsaharienne d'ici à 2013¹²

"La France a décidé de se mobiliser. (...) La crise est sévère chez les pays riches (...) mais la crise a des conséquences bien pires pour les pays pauvres. (...) Nous souhaitons que l'ensemble des pays développés décident de faire davantage et naturellement de le faire en priorité pour l'Afrique."

M. Nicolas Sarkozy, Président de la République
Sommet de l'ONU sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, 20 septembre 2010

PROGRÈS DE LA FRANCE
2004-10

Entre 2004 et 2010, la France a augmenté son aide au développement à l'Afrique subsaharienne de 820 millions d'euros (1,09 milliard de dollars), soit une aide totale de 3,18 milliards d'euros (4,21 milliards de dollars) en 2010. La France atteint ainsi 45 % de la hausse promise.¹³ En 2010, la France était le quatrième bailleur mondial d'aide au développement et le deuxième au sein du G7 en termes de ratio APD/RNB (derrière le Royaume-Uni). Entre 2004 et 2010, 30 % des augmentations globales de la France ont été consacrées à l'Afrique subsaharienne.

La France a toujours été l'un des chefs de file du Fonds Mondial en occupant la deuxième place chez les bailleurs en termes de montants octroyés. Les contributions et promesses de la France s'élèvent au total à 2,91 milliards d'euros (4 milliards de dollars) depuis 2000. Le pays a pris des mesures afin d'améliorer l'efficacité de son aide au développement, notamment grâce au renforcement de la prévisibilité de l'aide (adoption d'un cycle budgétaire de trois ans). Toutefois, la proportion accrue de prêts au sein de son aide bilatérale au développement est source de préoccupations.

PERSPECTIVES D'AVENIR :
2010-15

En 2005, l'engagement de la France au titre de l'aide au développement est l'un des plus ambitieux du G8, avec un objectif de 0,5 % d'APD/RNB d'ici à 2007. Le pays vise aussi à consacrer 66 % du total de l'aide au développement à l'Afrique, une part supérieure à celle des autres bailleurs de l'UE. Néanmoins, cet engagement s'est érodé au fil des ans. En 2008, l'objectif de hisser l'APD à 0,7 % du RNB est repoussé de 2012 à 2015. Conséquence de ces ambitions réduites, l'objectif indicatif pour 2010 se voit amputé de plus de 1,51 milliard d'euros (2 milliards de dollars). Puis en 2009, la France décide que 60 % de son effort financier¹⁴ bilatéral serait consacré à l'Afrique subsaharienne et que 14 pays de la région recevraient au moins 50 % de ses subventions bilatérales.

Or, le budget pour la période 2011-2013 prévoit un gel des crédits de la mission APD sur trois ans. Il sera donc bien difficile d'atteindre les objectifs fixés d'ici à 2015. Les relations de la France avec l'Afrique sont donc à un tournant : la présidence française du G8 et du G20 est une occasion pour le pays d'être à nouveau chef de file en matière de développement. Les efforts de Nicolas Sarkozy en vue d'un accord au G20 sur des financements innovants, s'ils étaient couronnés de succès, pourraient mobiliser de nouvelles ressources importantes en faveur du développement. Ceci permettrait aussi de combler le manque de fonds dont pâtissent les pays cherchant à atteindre les OMD. Du fait de la faiblesse des engagements en termes d'APD pour soutenir les objectifs du millénaire, il est cependant essentiel que les financements innovants puissent venir compléter, et non remplacer, l'aide traditionnelle promise.

Le soutien à une croissance économique inclusive et durable est un autre domaine dans lequel la France pourrait se distinguer en 2011. Nicolas Sarkozy a d'ores et déjà pris des mesures à cet égard en demandant à Tidjane Thiam, ancien ministre ivoirien et homme d'affaires accompli, d'inviter dans le cadre du G20 des représentants des secteurs public et privé à réfléchir aux moyens de stimuler les infrastructures en Afrique. Certaines inquiétudes ont pu poindre, craignant que la France ait fait le choix d'utiliser son APD pour promouvoir ses entreprises nationales.¹⁵ Mais des déclarations récentes réaffirment l'engagement de la France en faveur d'un déliement de l'aide.¹⁶ En tout état de cause, la reconnaissance par la France du rôle que joue le secteur privé est essentielle et doit être mise à profit afin de forger de nouveaux partenariats pour le développement.

En dépit des mesures prises par la France afin d'améliorer la qualité de son aide au développement au cours des dernières années, il n'en demeure pas moins inquiétant de voir que ce pays s'appuie de plus en plus sur les prêts, plutôt que sur les dons, pour contribuer à la hausse de son aide au développement. Les prêts subventionnés, qui peuvent se révéler être d'efficaces outils dans certains cas, peuvent également constituer un moyen pratique de comptabiliser à faible coût de larges montants en tant qu'APD. Comme les règles internationales imposent que les pays les plus pauvres ne puissent bénéficier de prêts, afin d'éviter d'alourdir le fardeau de leur dette, les augmentations récentes d'APD de la part de la France ont bénéficié de façon disproportionnée aux pays les plus développés.

En outre, l'aide au développement de la France est diluée par l'inclusion dans son APD déclarée de larges montants correspondant à l'allègement de la dette, aux coûts liés à l'accueil de réfugiés, aux frais de scolarité pour les étudiants étrangers venant en France et au soutien aux départements français d'outre-mer. Si le CAD de l'OCDE autorise les pays à compter ces contributions en tant qu'aide au développement, dans le cas de la France les montants en question sont très élevés : ils dépassent en 2010 les 2,5 milliards d'euros (3,3 milliards de dollars).

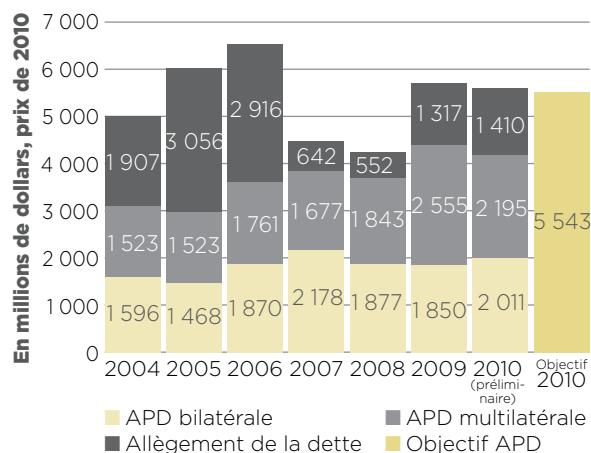
À la suite de la décision du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) d'établir une stratégie française pour le développement, le gouvernement a publié en 2011 un document-cadre intitulé : « Coopération au développement : une vision française ». Ce document marque un pas important vers une démarche d'aide au développement plus claire et plus transparente pour la France.

Pour bâtir sur les efforts du G8 visant à améliorer la redevabilité, la France doit également clarifier ses propres engagements en faveur du développement (par exemple, l'engagement du Président de la République de 10 millions d'euros pour l'Afrique subsaharienne). La France doit aussi appeler le G8 et le G20 à adopter les Principes TRACK pour plus de clarté dans les futures promesses.

Les résultats des sommets du G8 et du G20 de 2011 en matière de développement seront un témoignage du leadership mondial de la France. Ces sommets sont l'occasion pour le pays de clarifier ses ambitions en matière de développement, de renforcer son partenariat historique avec l'Afrique subsaharienne et de se faire le champion mondial de la cause du développement pour les années à venir.

FIGURE 12

APD DE LA FRANCE VERS L'AfSS PAR RAPPORT À L'OBJECTIF 2010



Les chiffres de l'APD multilatérale dans le présent graphique diffèrent de ceux de la Figure 14. ONE tient compte du fait que les contributions multilatérales sont souvent versées « en bloc » en indiquant la moyenne des déboursments multilatéraux sur deux ans pour 2004 et 2005.

FIGURE 13

EVOLUTION DE L'APD FRANÇAISE POUR L'AFRIQUE EN VUE DE L'OBJECTIF 2015

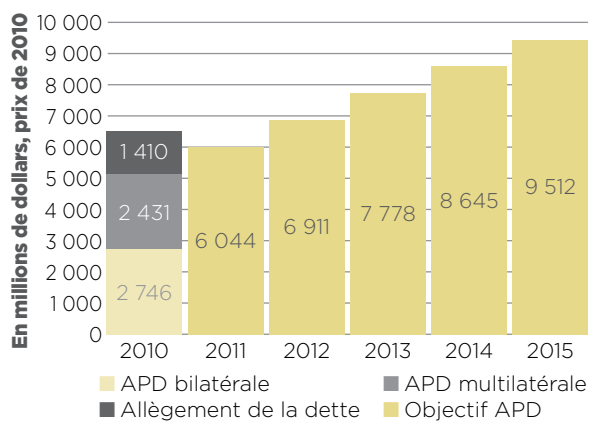


FIGURE 14

EN MILLIONS DE DOLLARS, PRIX 2010 EN MILLIONS D'EUROS, PRIX 2010

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| APD GLOBALE | 10 014 | 11 611 | 11 871 | 9 903 | 10 110 | 12 035 | 12 916 |
| | 7 561 | 8 766 | 8 963 | 7 476 | 7 633 | 9 087 | 9 751 |
| ALLEGEMENT DETTE BILATERALE (global) | 2 137 | 4 024 | 4 084 | 1 540 | 947 | 1 407 | 1 476 |
| | 1 614 | 3 038 | 3 084 | 1 163 | 715 | 1 062 | 1 114 |
| APD GLOBALE (hors allègement dette) | 7 877 | 7 587 | 7 787 | 8 363 | 9 164 | 10 628 | 11 439 |
| | 5 947 | 5 728 | 5 879 | 6 314 | 6 919 | 8 024 | 8 637 |
| APD GLOBALE (hors allègement dette)/RNB | 0,32% | 0,31% | 0,31% | 0,32% | 0,35% | 0,42% | 0,44% |
| APD AfSS | 5 010 | 6 063 | 6 548 | 4 497 | 4 272 | 5 722 | 5 615 |
| | 3 782 | 4 578 | 4 944 | 3 395 | 3 225 | 4 320 | 4 240 |
| ALLEGEMENT DETTE BILATERALE (AfSS) | 1 907 | 3 056 | 2 916 | 642 | 552 | 1 317 | 1 410 |
| | 1 440 | 2 307 | 2 202 | 485 | 417 | 995 | 1 065 |
| APD MULTILATERALE VERS AfSS | 1 507 | 1 540 | 1 761 | 1 677 | 1 843 | 2 555 | 2 195 |
| | 1 138 | 1 163 | 1 330 | 1 266 | 1 392 | 1 929 | 1 657 |
| APD BILATERALE VERS AfSS (hors allègement dette) | 1 596 | 1 468 | 1 870 | 2 178 | 1 877 | 1 850 | 2 011 |
| | 1 205 | 1 108 | 1 412 | 1 644 | 1 417 | 1 397 | 1 518 |
| APD AfSS (hors allègement dette) | 3 103 | 3 008 | 3 632 | 3 855 | 3 720 | 4 405 | 4 205 |
| | 2 342 | 2 271 | 2 742 | 2 911 | 2 809 | 3 326 | 3 175 |

UNION EUROPÉENNE



UE-15

APD
GLOBALE
EN 2010¹⁷

50,31 Md€
(66,64 Md\$)

% RNB

0,44%

APD ACCORDÉE
À L'AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
EN 2010

17,02Md€
(22,55 Md\$)

% DES
ENGAGEMENTS
DE HAUSSE
ATTEINTS EN 2010

35%

OBJECTIF
GLOBAL 2015

88,41Md€
(117,10 Md\$)

OBJECTIF
AFRIQUE 2015

38,80Md€
(51,39 Md\$)

ENGAGEMENTS CLÉS 2010-15

■ APD

UE-15 : 0,7% APD/RNB d'ici à 2015 ; pays de l'UE post-2005 : 0,33 % APD/RNB d'ici à 2015 ; ensemble de l'UE : 50 % des hausses d'APD à consacrer à l'Afrique (2004-15)

■ EFFICACITÉ DE L'AIDE

Adoption des conclusions concernant un cadre opérationnel sur l'efficacité de l'aide, portant notamment sur la division du travail entre pays, la responsabilité et la transparence

■ SANTÉ

1 milliard d'euros (1,32 milliards de dollars)¹⁸ dans le cadre des OMD, dont un tiers alloué à la santé (augmentation des dépenses de santé de 30 % sur trois ans), 29,5 millions d'euros (39,07 millions de dollars)¹⁹ octroyés à la GAVI d'ici à 2013 ; 1,25 milliard d'euros (1,67 milliard de dollars)²⁰ à destination du Fonds mondial (2001-2013)
20 % des engagements de fonds pour les pays partenaires dans le cadre de l'instrument de financement de la coopération au développement pour la santé et l'éducation, soit 2,47 milliards d'euros (3,58 milliards de dollars) par an²¹

■ AGRICULTURE

2,7 milliards d'euros (3,8 milliards de dollars) accordés à l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire, dont une partie vient de l'engagement d'1 milliard d'euros (1,44 milliards de dollars) en faveur du financement des petits exploitants.

PROGRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE : 2004-10

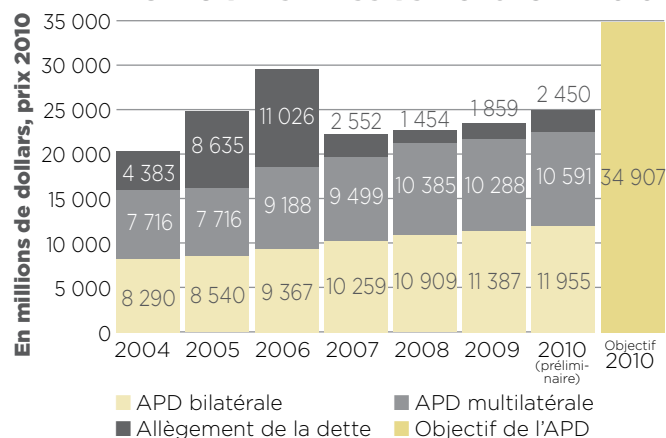
Les institutions de l'UE ont été réorganisées à la suite de l'adoption du Traité de Lisbonne en date de 2009. Le Traité a ainsi établi le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), devenu opérationnel en décembre 2010. Le SEAE représente désormais l'Union européenne par le biais de ses ambassades à l'étranger, et aura un poids non-négligeable sur les dépenses en faveur du développement dans les pays où il est présent. Le Traité de Lisbonne a également confirmé que l'éradication de la pauvreté doit être l'objectif de toute l'aide au développement de l'UE, en donnant une base juridique à l'utilisation des fonds de développement.

Depuis 2005, la Commission européenne (CE) a lancé un certain nombre d'initiatives en faveur des OMD. Son plus grand engagement pour l'aide au développement a consisté en la mobilisation de fonds supplémentaires pour les OMD dans le cadre du budget de l'UE, à l'instar du fonds d'1 milliard d'euros destiné aux OMD et annoncé par le Président Barroso en septembre 2010, ainsi que l'annonce d'1 milliard d'euros pour la Facilité alimentaire en 2008, dont 760 millions d'euros devaient être additionnels aux fonds existants, selon les calculs de ONE.²²

Certes, les États membres de l'UE font régulièrement partie des meilleurs élèves en matière d'APD pour l'Afrique subsaharienne. Pourtant, des pays géographiquement proches de l'UE ou qui constituent une priorité sécuritaire se classent parmi les principaux bénéficiaires de l'aide au développement de la Commission. En 2009, les trois principaux récipiendaires de l'aide au développement de la Commission étaient la Turquie (594 millions d'euros, 787 millions de dollars), les territoires palestiniens (407 millions d'euros, 539 millions de dollars) et l'Afghanistan (298 millions d'euro, 395 millions de dollars).²³

FIGURE 15

APD DE L'UE-15 VERS L'AFSS VS L'OBJECTIF 2010



Les chiffres de l'APD multilatérale dans le présent graphique diffèrent de ceux présentés dans la Figure 17. ONE prend en compte la tendance des contributions multilatérales à être versées « en bloc » en indiquant la moyenne des dépenses multilatérales sur deux ans pour 2004 et 2005.

FIGURE 16

ÉVOLUTION DE L'APD ALLOUÉE PAR L'UE-15 POUR L'AFRIQUE EN VUE DE L'OBJECTIF 2015

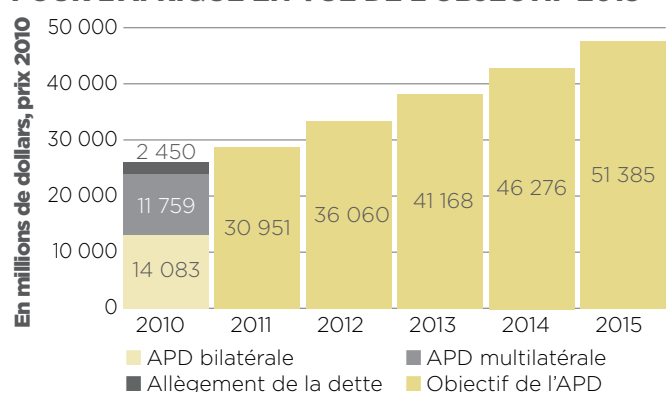


FIGURE 17

EN MILLIONS DE DOLLARS, PRIX 2010

EN MILLIONS D'EUROS, PRIX 2010

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| APD GLOBALE DE L'UE-15 | | | | | | | |
| TOTAL DE L'APD GLOBALE | 48 768 | 62 376 | 63 770 | 60 066 | 65 919 | 65 716 | 70 150 |
| | 36 820 | 47 094 | 48 146 | 45 350 | 49 769 | 49 615 | 52 963 |
| ALLÈGEMENT DE LA DETTE (globale) | 5 391 | 16 170 | 14 911 | 7 003 | 6 023 | 2 029 | 3 510 |
| | 4 070 | 12 209 | 11 258 | 5 287 | 4 547 | 1 532 | 2 650 |
| TOTAL DE L'APD GLOBALE (hors allègement de la dette) | 43 377 | 46 205 | 48 859 | 53 063 | 59 896 | 63 687 | 66 640 |
| | 32 750 | 34 885 | 36 889 | 40 062 | 45 221 | 48 083 | 50 314 |
| APD GLOBALE/RNB (hors allègement de la dette) | 0,31% | 0,32% | 0,33% | 0,35% | 0,39% | 0,43% | 0,44% |
| APD DE L'UE-15 VERS L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE | | | | | | | |
| APD TOTALE VERS L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE | 20 071 | 25 209 | 29 581 | 22 311 | 22 748 | 23 534 | 24 996 |
| | 15 153 | 19 033 | 22 334 | 16 845 | 17 175 | 17 768 | 18 872 |
| ALLÈGEMENT DE LA DETTE BILATÉRALE (AfSS) | 4 383 | 8 635 | 11 026 | 2 552 | 1 454 | 1 859 | 2 450 |
| | 3 309 | 6 519 | 8 325 | 1 927 | 1 097 | 1 403 | 1 850 |
| APD MULTILATÉRALE VERS L'AfSS | 7 398 | 8 034 | 9 188 | 9 499 | 10 385 | 10 288 | 10 591 |
| | 5 585 | 6 065 | 6 937 | 7 172 | 7 841 | 7 767 | 7 997 |
| APD BILATÉRALE VERS L'AfSS (hors allègement de la dette) | 8 290 | 8 540 | 9 367 | 10 259 | 10 909 | 11 387 | 11 955 |
| | 6 259 | 6 448 | 7 072 | 7 746 | 8 236 | 8 597 | 9 026 |
| APD TOTALE VERS L'AfSS (hors allègement de la dette) | 15 687 | 16 574 | 18 555 | 19 758 | 21 294 | 21 675 | 22 546 |
| | 11 844 | 12 513 | 14 009 | 14 917 | 16 077 | 16 365 | 17 022 |
| APD/RNB VERS L'AfSS (hors allègement de la dette) | 0,11% | 0,12% | 0,13% | 0,13% | 0,14% | 0,15% | 0,15% |

PERSPECTIVES D'AVENIR : 2010-15

2011 est une année d'importance cruciale pour la politique de développement de l'UE, et ce à trois titres. Tout d'abord, la Commission européenne lance son premier projet de proposition pour le prochain budget à long terme de l'UE. Ensuite, la Commission examine la politique de développement de l'UE, qui pourrait donner lieu à un nouveau Consensus pour le développement entre les institutions de l'UE et les Etats membres. Enfin, des obligations de transparence visant les entreprises pétrolières, gazières et minières doivent être proposées cette année.

PROCÉDURE BUDGÉTAIRE DE L'UE

La Commission devrait tirer parti du prochain budget à long terme afin d'intégralement mettre en œuvre sa politique en matière de développement. Tout d'abord, il s'agit de prendre des mesures afin d'augmenter et de protéger l'aide au développement dans le prochain budget, et de s'assurer de l'augmentation des financements destinés aux populations les plus pauvres dans les pays les plus pauvres.²⁴ La Commission continue d'inciter les Etats membres à adopter une législation contraignante à cet effet, pour atteindre l'objectif de 0,7 % d'APD/RNB.

La Commission a déclaré que le financement de la lutte contre le changement climatique ne devrait pas aller à l'encontre de la lutte contre la pauvreté et de l'accomplissement des OMD.²⁵ Dans le cadre du prochain budget à long terme, il est primordial que les augmentations de fonds alloués à la lutte contre le changement climatique viennent s'ajouter aux engagements actuels et promis en matière d'aide au développement, et que le niveau général du Fonds européen pour le développement (FED) soit protégé.

L'UE envisage également l'adoption de mécanismes innovants de financement. Son analyse sera publiée en juillet et présentée en parallèle aux prochaines propositions de Perspectives financières. Le document de travail de la Commission, publié le 19 avril 2011, indique que les recettes provenant d'une taxe sur les transactions financières (TTF) et d'une taxe sur les

activités financières servir à financer le développement, les OMD et la lutte contre le changement climatique. Les chefs de gouvernement de l'UE – le Conseil européen – sont en faveur d'un examen approfondi d'une TTF mondiale. En revanche, le Conseil européen n'a pas encore indiqué la part de cette taxe qui reviendrait au développement. Il n'en demeure pas moins que nombreux sont ceux qui espèrent qu'une future TTF puisse financer le budget de l'UE.

EXAMEN DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE

La Commission peut utiliser la procédure budgétaire pour mettre en œuvre ses plans d'action en matière de financement axé sur les résultats et d'amélioration de l'efficacité en faisant une priorité de certains secteurs clés, tels que la santé et l'agriculture. Le budget de la Commission devrait être mis à profit de telle façon à appuyer plus encore le Fonds mondial et la vaccination des enfants (notamment par le biais d'une hausse du financement alloué à la GAVI). De fait, ceux-ci devraient faire figure de priorités à long terme. L'accent mis sur l'agriculture et la sécurité alimentaire au titre du Livre vert de la Commission est la bienvenue. Elle doit être renforcée par un soutien accru au développement de systèmes agricoles efficaces dans les pays les plus pauvres.

S'ASSURER DE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'UE

La Commission peut amplement améliorer la qualité de l'aide par une meilleure transparence et une plus grande efficacité dans la définition des priorités en matière d'aide, ainsi que par la mise en œuvre d'une bonne gouvernance dans toutes ses politiques de développement. Tout d'abord, le système des délégations représente une occasion unique pour l'UE de se placer à la tête des efforts visant à la transparence de l'aide. D'autre part, la Commission doit mettre en œuvre ses engagements en matière d'efficacité de l'aide et les intégrer à l'ensemble des secteurs (depuis la définition

des politiques jusqu'à leur mise en œuvre). Elle doit aussi inciter les Etats membres à en faire de même. Enfin, ONE plaide en faveur d'une mise en œuvre par la Commission de son engagement envers la « cohérence des politiques au service du développement ». Il faut adopter des mesures fortes obligeant les entreprises au sein de l'UE à déclarer leurs paiements auprès des gouvernements des pays dans lesquels elles sont implantées. Le Commissaire Andris Piebalgs a activement soutenu cette mesure, et le Commissaire Michel Barnier, qui tranchera sur cette question, s'est d'ores et déjà engagé à appliquer de telles mesures obligatoires aux industries pétrolière, gazière, minière et forestière.

En dépit de la pression subie par les économies de l'UE, 72 % des Européens continuent d'appuyer les engagements internationaux en faveur des populations les plus pauvres de ce monde. La Commission et l'UE doivent travailler ensemble pour s'assurer que le développement et l'éradication de la pauvreté demeurent des priorités.²⁶

FIGURE 18

HAUTEUR DE L'APD GLOBALE ET ACCORDÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE DE L'UE-27 (HORS ALLÈGEMENT DE LA DETTE EN MILLIONS DE DOLLARS)*

| | APD GLOBALE EN 2010 | | | APD GLOBALE VERS L'AfSS EN 2010 | | % de la hausse de l'APD globale entre 2004 et 2010 destinée à l'AfSS |
|----------------|---------------------|-------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|--|
| | APD globale en 2010 | APD globale en % du RNB | Objectif de l'APD globale en % du RNB | APD vers l'AfSS en 2010 | APD vers l'AfSS en % du RNB | |
| ALLEMAGNE | 12 642 | 0,38% | 0,51% | 3 432 | 0,10% | 18% |
| AUTRICHE | 1 044 | 0,28% | 0,51% | 297 | 0,08% | 22% |
| BELGIQUE | 2 449 | 0,52% | 0,70% | 962 | 0,20% | 34% |
| BULGARIE | 41 | 0,09% | 0,17% | | | |
| CHYPRE | 45 | 0,20% | 0,17% | | | |
| DANEMARK | 2 821 | 0,89% | 0,80% | 1 106 | 0,35% | 39% |
| ESPAGNE | 5 593 | 0,40% | 0,56% | 1 460 | 0,11% | 28% |
| ESTONIE | 19 | 0,10% | 0,17% | | | |
| FINLANDE | 1 335 | 0,55% | 0,51% | 446 | 0,18% | 31% |
| FRANCE | 11 439 | 0,44% | 0,51% | 4 205 | 0,16% | 30% |
| GRÈCE | 499 | 0,17% | 0,35% | 124 | 0,04% | 46% |
| HONGRIE | 113 | 0,09% | 0,17% | | | |
| IRELANDE | 895 | 0,53% | 0,60% | 493 | 0,29% | 45% |
| ITALIE | 2 882 | 0,14% | 0,51% | 1 200 | 0,06% | 14% |
| LETTONIE | 16 | 0,06% | 0,17% | | | |
| LITUANIE | 37 | 0,10% | 0,17% | | | |
| LUXEMBOURG | 399 | 1,09% | 0,93% | 165 | 0,45% | 41% |
| MALTE | 9 | 0,11% | 0,17% | | | |
| PAYS-BAS | 5 887 | 0,75% | 0,80% | 1 733 | 0,22% | -17% |
| POLOGNE | 378 | 0,08 | 0,17% | | | |
| PORTUGAL | 648 | 0,29% | 0,51% | 383 | 0,17% | 75% |
| RÉPUB. TCHÈQUE | 224 | 0,12% | 0,17% | | | |
| ROUMANIE | 114 | 0,07% | 0,17% | | | |
| ROYAUME-UNI | 13 581 | 0,56% | 0,56% | 5 059 | 0,21% | 39% |
| SLOVAQUIE | 74 | 0,09% | 0,17% | | | |
| SLOVÉNIE | 63 | 0,13% | 0,17% | | | |
| SUÈDE | 4 527 | 0,97% | 1,00% | 1 480 | 0,32% | 32% |
| TOTAL UE-12 | 1 132 | 0,09% | | | | |
| TOTAL UE-15** | 66 640 | 0,44% | 22 546 | 22 546 | 0,15% | 28% |
| TOTAL UE-27 | 67 772 | | 22 546 | | | |

* Les chiffres d'APD globale pour l'UE-12 incluent l'allègement de la dette. ** Les objectifs globaux de la Grèce, de l'Irlande et du Luxembourg ont été révisés (initialement 0,51%, 0,51% et 1,0% respectivement).

FIGURE 19

PAYS MEMBRES DU G7²⁷

| | APD GLOBALE EN 2010 % RNB | APD ACCORDÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2010 | % DES ENGAGEMENTS DE HAUSSE ATTEINTS EN 2010 | OBJECTIF GLOBAL 2015 | OBJECTIF AFRIQUE 2015 |
|---|---|---|---|-------------------------------------|--------------------------------------|
| ALLEMAGNE  | 9,54 Md€ (12,64 Md\$) 0,38% | 2,59 Md€ (3,43Md\$) | 23% | 19,64 Md€ (26,01Md\$) | 8,42 Md€ (11,15Md\$) |
| CANADA  | 3,83 Md€ (5,08Md\$, 5,23 Md\$CAD) 0,33% | 1,42Md€ (1,88 Md\$, 1,94 Md\$CAD) | 197% | 3,66 Md€ (4,85 Md\$, Md\$CAD) | Non communiqué |
| ÉTATS-UNIS  | 22,75 Md€ (30,13Md\$) 0,21% | 7,21 Md€ (9,55Md\$) | 121% | Non communiqué | Non communiqué |
| ITALIE  | 2,18 Md€ (2,88 Md\$) 0,14% | 906 M€ (1,20Md\$) | -2% | 11,71 Md€ (15.51Md\$) | 5,85 Md€ (7,74Md\$) |
| JAPON  | 8,33 Md€ (11,03 Md\$, 968 Md¥) 0,20% | 1,24 Md€ (1,65 Md\$, 144 Md¥) | 126% | Non communiqué | Non communiqué |
| ROYAUME-UNI  | 10,25Md€ (13,58 Md\$, 8,79 Md£) 0,56% | 3,82 Md€ (5,06Md\$, 3,28 Md£) | 86% | 14,69 Md€ (19,46Md\$, 12,6Md£) | 6,83 Md€ (9,05Md\$, 5,86 Md£) |

FIGURE 20

PAYS MEMBRES DU CAD, MAIS N'APPARTENANT NI AU G7 NI À L'UE








| | APD GLOBALE EN 2010 | APD ACCORDÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN 2010 | EVOLUTION DE L'APD ACCORDÉE À L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ENTRE 2004 et 2010 | OBJECTIF GLOBAL 2015 |
|--|---|---|---|-------------------------------------|
| AUSTRALIE  | 2,90 Md€ (3,84 Md\$, 4,19 Md\$AUS) | 278 M€ (368 M\$, 401 M\$AUS) | 139M€ (184 M\$, 201 M\$AUS) | 5,12Md€ (6,79 Md\$, 7,40 M\$AUS) |
| CORÉE DU SUD  | 880M€ (1,17 Md\$, 1 349 Md₩) | 166M€ (220 M\$), 254 Md₩) | 102M€ (135 M\$, 157 Md₩) | 2,26Md€ (3,0 Md\$, 3,416 Md₩) |
| NORVÈGE  | 3,44 Md€ (4,56 Md\$, 27,58 Md KRONER) | 900M€ (1,20 Md\$, 7,27 Md KRONER) | -23M€ (-31M\$, -186 M KRONER) | Non communiqué |
| NOUVELLE-ZÉLANDE  | 266 M€ (353 M\$, 490 M\$NZ) | 30 M€ (40 M\$, 55 M\$NZ) | 6,8 M€ (9 M\$, 13 M\$NZ) | Non communiqué |
| SUISSE  | 1,73 Md€ (2,30 Md\$, 2,36 MdCHF) | 394 M€ (522 M\$, 544 MCHF) | 12M€ (16 M\$, 16 MCHF) | 2,37 Md€ (3,14 Md\$, 3,27 MdCHF) |

FIGURE 21





PAYS COMMUNIQUANT LEUR APD AU CAD SANS EN ÊTRE MEMBRE

| | APD GLOBALE | APD ACCORDÉE (bilatérale et multilatérale) | OBJECTIFS | BÉNÉFICIAIRE D'APD |
|---|--|--|--|---|
| ARABIE SAOUDITE  | 2,35Md€ (3,12 Md\$) 2009* | A L'AFRIQUE 1,15Md€ (1,52 Md\$) 2009* | non communiqués | |
| TURQUIE  | 730M€ (966,8 M\$) 2010 | A L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE 53,7M€ (71,2M\$) 2010 | engagement à une hausse de l'APD globale pour atteindre 0,2% APD/RNB (sans date butoire) | Bénéficiaire net d'APD (1,06 Md€, 1,4 Md\$) |

* Voir site du CAD de l'OCDE





FIGURE 19

PAYS NE PAS COMMUNIQUANT L'APD AU CAD

| | HAUTEUR DE L'AIDE | OBJECTIFS | | BÉNÉFICIAIRE D'APD |
|--|---|---|--|---|
| AFRIQUE DU SUD  | | 0,2-0,5% du RNB (sans date butoire) | Membre de l'initiative d'engagement renforcé du CAD* | Bénéficiaire net d'APD 830 M€ (1,1 Md\$) en 2009 |
| ARGENTINE  | AIDE BILATÉRALE GLOBALE 565M€ (748 M\$) AIDE BILATÉRALE POUR L'AFRIQUE 5,6M€ (7,5 M\$) | Non communiqués | | Bénéficiaire net d'APD 103M€ (136,4 M\$) en 2009 |
| BRÉSIL  | AIDE GLOBALE (bilatérale et multilatérale) 273,5M€ (362,2 M\$) (2009) | Non communiqués | Membre de l'initiative d'engagement renforcé du CAD | Bénéficiaire net d'APD 276,2M€ (365,9 M\$) en 2009 |
| CHINE  | AIDE GLOBALE (bilatérale et multilatérale) 2,38 Md€ (3,15 Md\$) (2009) AIDE BILATÉRALE POUR L'AFRIQUE 1,03Md€ (1,36 Md\$) (2009) | Entre autres ²⁸ : annuler la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) et pays les moins avancés (PMA) en Afrique jusqu'à la fin 2009 ²⁹ ; accorder des prêts à taux pré- férentiel de 7,55 Md€ (10 Md\$) à l'Afrique d'ici 2011; tripler le volume du fonds de développement Chine Afrique à 2,265 Md€ (3 Md\$) d'ici 2001. ³⁰ | Membre de l'initiative d'engagement renforcé du CAD | Bénéficiaire net d'APD 1,13Md€ (1,5 Md\$) en 2009 |

*Les pays membres de l'initiative d'engagement renforcé du CAD sont censés participer pleinement ou partiellement aux commissions de l'OCDE, aux rapports économiques, aux systèmes de statistiques et d'information et aux revues par les pairs sur des politiques spécifiques.

PAYS NE PAS COMMUNIQUANT L'APD AU CAD

| | HAUTEUR DE L'AIDE | OBJECTIFS | | BÉNÉFICIAIRE D'APD |
|---|---|---|---|--|
| INDE  | AIDE BILATÉRALE GLOBALE 390,4M€ (517,1 M\$) AIDE BILATÉRALE POUR L'AFRIQUE 20,1M€ (26,6 M\$) | <ul style="list-style-type: none"> • 4,07 Md€ (5,4 Md\$) sous forme de crédits à l'Afrique subsaharienne, \2008-2012 • 377,5 millions € (500 millions \$) sous forme de dons à l'Afrique subsaharienne, 2008-2012 • 52,85 Md€ (70 Md\$) sous forme de commerce bilatéral à l'Afrique subsaharienne jusqu'en 2010 | Membre de l'initiative d'engagement renforcé du CAD | Bénéficiaire net d'APD 2,04Md€ (2,7 Md\$) en 2009 |
| INDONÉSIE  | | | Membre de l'initiative d'engagement renforcé du CAD | Bénéficiaire net d'APD 606,1M€ (802,8 M\$) en 2009 |
| MEXIQUE  | | | | Bénéficiaire net d'APD 138,9M€ (182,9 M\$) en 2009 |
| RUSSIE  | AIDE GLOBALE (Bilatérale et multilatérale) 604M€ (800 M\$) (2009) | Non communiqués | | |